



[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)

Privatization Watch par l'Internationale des Services Publics - 23 janvier 2017



Photo : Surulere, Lagos, Nigéria. [Creative Commons – Le Commonwealth](#)

Eduardo Porter, du New York Times, affirme que [l'élan de privatisation de l'administration Trump s'appuie sur de mauvais principes économiques](#). « La privatisation ne se contentera pas de faire le ménage dans les prisons. Le président souhaite privatiser les services de santé fournis par le Ministère des anciens combattants. Il veut privatiser les infrastructures publiques et pousser les entreprises privées à réparer, construire et gérer ponts, routes, systèmes d'approvisionnement en eau et aéroports. Il vend la privatisation comme un moyen sûr d'offrir de meilleurs services à moindre coût pour le contribuable. **« Les dirigeants d'entreprises croient encore à cette chimère qui veut que l'idée de entraîne un meilleur fonctionnement, »** remarque Raymond Fisman, professeur d'économie à l'Université de Boston. **« À quoi ressemblera le gouvernement quand il sera dirigé par des PDG milliardaires qui considèrent le secteur privé comme la solution à tous les problèmes du monde ? »** Un groupe d'économistes très sérieux, sans compter un grand nombre de faits issus de décennies de privatisation dans le monde, suggèrent l'inverse. »

Donald Trump a nommé à la tête de son **Forum stratégique et politique**, **Adebayo Ogunlesi**, dirigeant d'entreprise qui a [conseillé au gouvernement nigérian de se lancer dans la privatisation](#). Adebayo Ogunlesi est [président de Global Infrastructure Partners \(GIP\) et membre du comité directeur de Goldman Sachs](#).

Un expert des Nations Unies a exhorté les autorités de la plus grande ville du Nigéria, Lagos, à garantir que le budget 2017 [améliore le financement pour l'accès à l'eau et aux systèmes sanitaires pour environ 21 millions de résidents](#). « Les rapports du gouvernement font état d'un manque anormalement élevé dans le secteur, à l'origine de conditions de vie tout à fait inacceptables pour des millions de résidents de cette mégapole, » affirme M. Heller, Rapporteur Spécial de l'ONU sur les droits fondamentaux à l'eau potable et à l'assainissement. M. Heller encourage le gouvernement à envisager des alternatives, telles que le renforcement de l'efficacité du fournisseur de service public, en adoptant notamment des programmes de financement adaptés et en réduisant de façon responsable les pertes en eau. « Cela fait plus de dix ans que le gouvernement a adopté une ligne politique dure selon laquelle la solution consisterait à attirer des capitaux privés uniquement, par le biais notamment de partenariats public-privé. De nombreux groupes de société civile ont demandé au gouvernement qu'il garantisse leur droit de participation à ces processus, » ajoute le Rapporteur Spécial.

Le gouvernement de Lagos nie le fait que [son idée d'un partenariat public-privé impliquant un investissement privé dans Lagos Water Corporation](#) constitue en fait une privatisation. « Le PPP n'est pas la privatisation. Même avec des investisseurs, Lagos Water Corporation garde le contrôle de toutes ses infrastructures. Je tiens à rassurer les employés, **il n'y aura pas de licenciements**. Au contraire, il nous faudra veiller à ce que la corporation réponde aux attentes des consommateurs et il y aura donc plus de travail. » **Mais le Lagos Water Justice Network (réseau judiciaire de l'eau à Lagos), qui compte des syndicats locaux et internationaux, ainsi que des ONG, a détaillé ses conclusions sur les risques liés à la privatisation de l'eau à Lagos, et fait désormais circuler une pétition à son encontre**. Consulter le rapport de 56 pages, [Lagos Water Crisis–Alternative Roadmap for Water Sector \(Crise de l'eau à Lagos : feuille de route alternative pour le secteur de l'eau\)](#). Le Réseau affirme que « contrairement aux investissements privés, le financement public est plus intéressant pour les habitants et le gouvernement de villes telles que Lagos. Il propose donc de mettre en place des [partenariats public-public](#) ».

Grèce : En Allemagne, le « Réseau allemand de solidarité avec la Grèce » [a lancé une pétition exhortant la Commission Européenne et le gouvernement fédéral allemand à abandonner leurs projets de privatisation de l'eau en Grèce](#). Le réseau réclame également la publication de tous les documents écrits, ainsi que les minutes des négociations orales entre le gouvernement grec et les institutions concernant le transfert d'EYDAP et EYATH au Superfund nouvellement créé.

Tous les résidents d'un état membre de l'UE sont invités à signer la pétition en [Anglais](#) – [Français](#) - [Allemand](#) ou [Grec](#).

Royaume-Uni : Le gouvernement vient d'adopter une mesure qui l'autorise à [lever le plafond du fonds d'aide dépensé dans le cadre de sa division de capitaux privés](#) pour le faire passer de 1,5 à 6 milliards de £. La loi autorise les augmentations jusqu'à 12 milliards de £ sans nouvelle législation.

Afrique et Pays Arabes

Les marchés boursiers, à court d'annonces, continuent à s'appuyer sur la privatisation des entreprises publiques pour assurer leur viabilité. « [La privatisation est toujours centrale](#). Le renforcement du marché boursier par la vente de biens

publics a toujours motivé la privatisation dans les pays émergents. La privatisation n'est donc pas destinée à améliorer les services publics ni à garantir un accès universel. »

Afrique du Sud : [Lynne Brown, Ministre des entreprises publiques, rejette la privatisation](#). « Que ce soit moi, représentante unique des actionnaires du gouvernement, ou le gouvernement lui-même, **nous ne nous plierons pas aux pressions ou lobbys extérieurs au gouvernement visant à privatiser les entreprises propriétés de l'état responsables des services les plus fondamentaux offerts aux populations pauvres**. Et plus encore lorsque ces actions ne s'inscrivent pas dans la politique gouvernementale. Eskom n'est pas à vendre. Koeberg n'est pas à vendre. Ni Transnet, qui a surmonté le ralentissement économique, ni Denel, qui figure au Top 100 des entreprises, ni aucune autre entreprise publique de notre portefeuille, » affirme Lynne Browne.

Algérie : Les conducteurs de train en grève signalent le fait que [la SNTF est en train d'être assouplie pour la préparer à la privatisation](#). « Nous dénonçons une mauvaise gestion des ressources humaines au sein de l'entreprise ferroviaire nationale (SNTF) et nous sommes opposés à sa privatisation, » affirme Haroun Boulemya, responsable syndical. « **Il est clair que l'on cherche à mettre la SNTF à terre pour justifier sa privatisation.** »

Algérie : [L'état ne privatisera pas Algeria Telecom, qui reste un service public par excellence](#), » affirme Mme Houda Iman Faraoun, Ministre de la Poste, des technologies de l'information et des communications. Elle ajoute toutefois : « **Il peut cependant y avoir une option d'introduction** en bourse éventuelle, si les retombées influencent l'optimisation des services, et les services » (précisant que le secteur doit [tenir la cadence] des avancées technologiques dans le monde), « doivent entreprendre la restructuration du secteur. »

Bénin : Les syndicats s'opposent fermement à [la privatisation de quatre entreprises publiques](#). Parmi elles, la confédération des syndicats autonomes, la Confédération générale des travailleurs du Bénin, la Confédération des syndicats indépendants du Bénin, la Confédération des syndicats unis du Bénin et les syndicats nationaux de travailleurs du Bénin. « Le Conseil des ministres s'est réuni le 30 novembre. **Le gouvernement béninois y a voté la liquidation** de la Société nationale pour la promotion agricole, de la Centrale d'achat des intrants agricoles, de l'Office National d'Appui à la Sécurité Alimentaire et de l'Office National de Stabilisation et Soutien des prix des revenus agricoles. »

Égypte : Le processus de privatisation « [a été mal géré ces dernières années et il est miné par les accusations de corruption](#), » affirme le président de l'ECES Omar Mohanna. « Les gens pensent donc aujourd'hui que **la privatisation implique des négociations de couloirs à très bas prix pour les entreprises et les biens.** »

Égypte : Le Ministère de l'investissement prépare des études de faisabilité [pour la privatisation de 75 hôpitaux intégratifs Takamul dans 16 gouvernorats](#). « Au total, dans tout le pays, 377 hôpitaux auraient besoin d'une restructuration, mais seuls 75 sont prêts à cela. » Mais **Rashwan Shaaban, la secrétaire adjointe du syndicat des médecins**, « affirme que **le syndicat a rejeté les mesures de privatisation qui feraient grimper le coût des services de santé fournis aux citoyens**. Il a préféré en appeler à l'état pour qu'il développe ces hôpitaux. Certaines sources indiquent que Misr El Kheir, Baheya, l'association caritative Dar Al Orman et Egyptian Cure Bank comptent parmi les partenaires de la société civile. »

Maurice : Le leader de l'opposition Paul Bérenger s'associe aux préoccupations des responsables syndicaux sur la question de l'**Accord sur le commerce des services** (ACS) au cœur des négociations actuelles et qui [amènerait la privatisation des services publics](#), ce que le gouvernement réfute, arguant que la privatisation restera une question traitée en interne.

Maroc : Un front syndical uni s'est mobilisé pour [s'opposer à la privatisation de l'éducation](#). « Selon le SNE (CDT), le secteur de l'éducation 'est en proie à un certain trouble et nombre d'échecs', 'l'éducation publique est ruinée', toutes les procédures et mesures 'visant la destruction de l'éducation publique dans le but de la privatiser.' Ces mesures entendent également 'supprimer' les droits et avantages précédents des enseignants et représentants du secteur. En outre, le syndicat estime que le **recrutement d'enseignants contractuels nuit gravement à l'éducation publique** et illustre l'abandon du secteur public par l'état. »

Nigéria : Un comité du Sénat déclare que les performances des entreprises de distribution de l'électricité ayant repris la défunte Power Holding Company au Nigéria et la National Electric Power Authority [sont déplorables](#). Le comité, dirigé par le

Sénateur Enyinnaya Abaribe, a déclaré que **'les retours sur encaissement ont diminué mais que l'essentiel de la privatisation visait l'efficacité. Vous affichez aujourd'hui 20 % de moins que la capacité précédente. Nous attendions des encaissements plus importants et une plus grande efficacité de votre part avec la privatisation mais nous n'avons plus aujourd'hui que 80 % de ce que nous avons.'** Abaribe a également sanctionné les DISCO (Sociétés de distribution) suite à l'importation de compteurs électriques, alors que plusieurs entreprises locales en fabriquent. » Le Punch rapporte que [« les consommateurs sont agacés, l'électricité est toujours fournie de manière irrégulière trois ans après la privatisation du secteur de l'électricité. Ils ont exhorté les entreprises de production électrique à fournir l'électricité ou à céder l'activité. »](#)

Nigéria : Owei Lakemfa, journaliste pour Vanguard écrit ceci : [« Les Nigériens ont besoin d'une plus grande intervention du gouvernement, pas moins.](#) Tous les développements modernes sont à l'initiative du gouvernement. Pour les Nigériens, le gouvernement doit réguler et répondre à leurs besoins les plus essentiels. Le peuple n'a pas besoin d'une société entièrement libéralisée dans laquelle la cupidité est saluée lorsqu'elle s'applique dans l'entreprise ; les riches sont de plus en plus riches et les pauvres sont voués à une vie de misère. (...) **Le Programme de Privatisation**, lancé sous le régime Babangida et largement répandu sous l'administration Obasanjo, s'est avéré une pure escroquerie organisée, le vol des biens publics par des individus privés, Perpétré sous des **allégations trompeuses selon lesquelles le 'gouvernement n'est absolument pas mêlé aux affaires.'** »

Sénégal : La compagnie nationale d'électricité, la Senelec, est toujours confrontée à des difficultés financières dues à des défaillances techniques et ses faibles tarifs utilisateurs alors que le pétrole est plus cher. Mais **tous les efforts de privatisation de l'entreprise ont échoué.** « Au départ, en 1999, l'État a vendu 34 % du capital de la compagnie à un consortium composé d'Hydro-Québec et Elyo. Mais en 2000, le gouvernement a annulé le contrat en raison de pannes de courant permanentes. Il a alors lancé un appel d'offres pour vendre 51 % de son capital en 2001, opération qui n'a donné aucun résultat. » [Global Energy Research, 11 décembre 2016]

Tunisie : Suite à un accord budgétaire dans lequel [le gouvernement a cédé aux revendications de l'UGTT et partiellement renoncé aux plans visant à geler les salaires du secteur public](#), le Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale Fadhel Abdelkéli, a laissé entendre que les entreprises publiques pourraient être confrontées à un plan de privatisation, mais pas dans l'immédiat. [« La privatisation des entreprises publiques reste un sujet tabou dans les situations de déficit.](#) Les taxes perçues sont très faibles. » **Fadhel Abdelkéli** retient [la privatisation de l'industrie du ciment](#) comme exemple.

L'**Ouganda** est en première ligne de [la lutte mondiale contre la privatisation de l'école.](#) « Dans les pays en voie de développement, et plus particulièrement dans l'Afrique Subsaharienne, les agences gouvernementales et les organisations non gouvernementales parviennent à repousser les vautours de l'éducation. **En Ouganda, plus de 60 établissements Bridge International Academy ont été sommés de fermer par le gouvernement et les tribunaux parce qu'ils ne s'étaient pas soumis aux obligations juridiques et éducatives.** » Une [contre-offensive a toutefois été organisée contre Wilson Sossion, secrétaire général de la Kenya National Union of Teachers \(KNUT\) qui a formulé plusieurs critiques à l'encontre de Bridge International.](#)

Zimbabwe : L'analyste politique Takura Zhangazha [observe ce que 2017 réserve au pays.](#) « Au-delà de la politique, toutefois, l'économie nationale continuera malheureusement à servir les intérêts de quelques membres de l'élite en lien étroit avec la politique, plutôt que la grande majorité des populations pauvres. S'appuyant sur un modèle de capitalisme et néolibéralisme d'état, l'administration centrale poursuivra sa privatisation des biens publics sous forme d'appels d'offres. **Les tentatives de privatisation des services sociaux (eau, électricité, transport) ne cesseront donc pas** et le programme expéditif de réforme agraire prendra une nouvelle direction pour se concentrer sur le capital urbain plutôt que sur l'agriculture. »

Asie-Pacifique

Australie : [L'opérateur privé du bureau d'enregistrement des titres fonciers](#) aura accès aux données personnelles. Il « aura non seulement accès à toutes les données concernant la propriété, **mais aussi à tous les renseignements sur les faillites, mariages, divorces, décès, avertissements d'experts.** (...) L'administration Baird est en train de privatiser le

bureau d'enregistrement âgé de plus de 150 ans, et ce en dépit [de la condamnation formulée par les organismes dans le secteur de la propriété et du droit](#), notamment le Real Estate Institute of NSW et le Law Council of Australia. » Le Sydney Morning Herald a déclaré que [la privatisation du bureau d'enregistrement des titres fonciers ne devrait pas se dérouler comme prévu](#). À l'heure où la lutte contre le plan de privatisation du gouvernement du bureau d'enregistrement des titres fonciers de Nouvelle Galle du Sud s'intensifie, [une étude vient d'être divulguée. Celle-ci révèle que le service en question est bien plus rentable qu'espéré](#). « Les soumissionnaires et la valeur qu'ils estiment sont radicalement différents aujourd'hui. Auparavant, Macquarie estimait que les sociétés de données telles que Veda et RP Data payaient jusqu'à 440 millions de \$. D'après l'Australia Financial Review, aujourd'hui, on attend des regroupements de puissances qu'ils rapportent jusqu'à 2 milliards de \$. (...) Les promoteurs immobiliers, les agents immobiliers et les géomètres estiment qu'il serait ridicule de privatiser un système leader, non corrompu, efficace et innovant qui génère plus de 50 millions de \$ de bénéfices par an. » **Les pressions exercées par la Public Service Association** et ses doutes sérieux quant à la privatisation du bureau d'enregistrement des titres ont poussé le Premier ministre de la Nouvelle Galle du Sud, Mike Baird, à tenter de justifier la cession. Mais la PSA considère que [« ses arguments n'ont vraiment rien de convaincant. »](#)

Australie : [Patients, infirmières, médecins et employés auxiliaires ont manifesté contre la privatisation devant l'hôpital de Port Kembla](#). « Dans un sketch court où figurent le Père Noël et le croque-mitaine, des représentants ont mis en scène le « cauchemar de Noël » qu'ils observent de plus en plus dans les hôpitaux de la région. **Ils s'opposent au gouvernement de Nouvelle Galle du Sud qui envisage de signer un partenariat public-privé pour l'hôpital de Shellharbour**. Ils s'inquiètent également des effets de ce partenariat sur les services de soins palliatifs et de rééducation à Port Kembla. »

Australie : Interrogé par un journaliste sur ce qu'il pense du fait de « laisser davantage le choix aux consommateurs dans des domaines tels que l'hôpital public et les soins dentaires, » [le chef du parti travailliste Bill Shorten répond](#), « Je n'ai aucune confiance en Malcolm Turnbull ou les libéraux quant à la privatisation de notre système de santé. Lors des dernières élections, nous l'avons mis en garde contre les coupes sauvages imposées à Medicare. **Ses équipes ont rétorqué qu'il s'agissait de critiques injustifiées. Une fois les élections terminées, devinez ce que prévoient à nouveau les libéraux ? Ils ne sont pas revenus sur les coupes infligées à Medicare. Ils ne sont pas non plus revenus sur les coupes prévues dans la centralisation de la facturation. Et aujourd'hui ils jouent avec l'idée de privatiser notre système d'hôpital public et de soins dentaires.** La question de la prise en charge de la santé est bien trop importante pour faire confiance à M. Turnbull, ses amis investisseurs et leur addiction sans nom à la privatisation. »

Corée du Sud : La destitution par le Parlement de Park Geun-hye sonnera le glas de ses propositions économiques conservatrices, [notamment la privatisation des services publics](#). « La Loi fondamentale sur le Développement de l'industrie des services est un bon exemple. Elle fournirait une base juridique au soutien et à la dérégulation financiers dans le domaine des services. La loi n'a pas pu être adoptée par le comité parlementaire ces quatre dernières années depuis sa proposition, en raison d'un désaccord avec l'opposition, qui affirme qu'elle s'applique également à des champs restés largement dans le domaine public, comme la médecine et l'éducation. **Ils déclarent que cette loi jetterait les bases d'une privatisation des prestations médicales, ce qui entraînerait une envolée des frais médicaux.** Le gouvernement a refusé de bouger. »

Il [envisage néanmoins de vendre huit de ses entreprises énergétiques d'ici à 2020](#). « **Pour éviter une réaction brutale face à la privatisation des services publics clés, Korea South-East Power et Korea East-West Power limiteront le nombre de leurs actions cotées en bourse à 30 %**. La moitié de ces actions seront nouvellement émises par les deux filiales et le reste en actions existantes détenues par KEPCO, une structure qui permet aux trois entreprises de bénéficier des introductions en bourse. »

Chine : [Shenzhen lance la privatisation des soins aux aînés](#). « **Vanke, qui compte parmi les promoteurs immobiliers les plus importants de Chine, s'est associé au gouvernement de Shenzhen pour développer le premier projet de communauté des aînés financé par un partenariat public-privé dans la ville aux dix millions d'habitants.** Il se charge de la gestion et a commencé son travail sur le projet ce mois-ci. Il transformera le centre communautaire pour résidents seniors du district de Futian jusqu'ici dirigé par le gouvernement, en un établissement d'une capacité de 420 lits avec divers aménagements, dont un service de soins de jour et de soins thérapeutiques. Vanke affirme avoir été choisi parmi les soumissionnaires au mois de novembre, le contrat PPP ayant été signé le 28 décembre. L'ampleur de l'investissement n'a pas été révélée. (...) Le projet constitue un programme pilote visant à transformer une infrastructure de soins aux aînés gérée par le gouvernement en une opération privée dans le cadre d'un PPP. »

Inde : Les syndicats de travailleurs de Jind ont accusé l'administration du parti Bharatiya Janata (BJP) « d'oublier ses promesses de campagne de mettre fin à la privatisation et d'externaliser les postes au sein du gouvernement. [Hindustan Times, 12 décembre 2016]

Inde : Les travailleurs de l'Assam font grève pour s'opposer à la cession des tours de téléphonie cellulaire. « **Garga Talukdar, de la Confédération des syndicats**, a annoncé que les employés et agents de BSNL refusaient d'être partie dans 'l'infâme' entreprise visant à supprimer BSNL. (...) 'Le désinvestissement de BSNL est déjà en cours. La création d'une société auxiliaire **n'est autre qu'un moyen détourné de privatiser BSNL**', affirment les employés. » [Assam Tribune, 15 décembre 2016]

Inde : Dans son nouvel ouvrage sur le système de santé indien, l'Ancienne Secrétaire d'État, Ministre de la Santé et du Bien-être familial et membre fondateur de la Fondation pour la santé publique en Inde, [K. Sujatha Rao explique que le pays a besoin de renouveler son engagement envers le secteur de la santé publique](#). « En ce moment nous n'avons pas de modèle. Pas de vision. Nous ne savons pas où nous voulons aller. **L'Inde se demande si elle doit marcher dans les pas des États-Unis et privatiser les entreprises ou donner une dimension sociale au système de santé et faire porter tous les coûts au gouvernement. Chaque modèle présente ses propres avantages et inconvénients.** Nous avons besoin d'un système de santé adapté aux conditions socioculturelles de l'Inde. **Compte tenu des disparités dans notre pays, l'état ne peut remettre ses responsabilités. Nous avons besoin de financements plus importants et d'une plus grande attention.** »

Inde : Jai Mrug demande à ce que la discussion sur l'avenir des [entreprises publiques](#) dépasse le sujet de la privatisation pour [se concentrer sur l'investissement](#). « **Les investissements stratégiques sont clairement la clé d'un avenir dynamique pour les entreprises publiques.** D'une manière générale, pour ce qui concerne toutes les entreprises publiques, seuls 30 % affichent un score supérieur à 100 pour les investissements stratégiques. Pour entretenir la croissance, **seuls environ 15 % s'approchent des références de l'industrie.** Toutes les autres sont en dessous. »

Malaysia : [Le Congrès des syndicats des employés dans le service et la fonction publique](#) (Cuepacs) a applaudi **la décision du gouvernement d'exiger des employeurs qu'ils paient la taxe sur leurs travailleurs étrangers**, entrée en vigueur au début de cette année. Le président du Cuepacs, Datuk Azih Muda, a indiqué que « le nombre de travailleurs étrangers a augmenté depuis la privatisation de nombreuses industries dans le secteur privé, compromettant les chances pour les locaux d'obtenir un emploi. 'Nous avons constaté que, **depuis le début de la campagne de privatisation, le nombre de travailleurs étrangers avait augmenté, aux postes où auparavant, on employait des locaux.** C'est pourquoi je pense que la décision d'imposer une taxe est juste et fondée. Elle évitera que les travailleurs étrangers ne deviennent un poids pour le gouvernement,' ajoute-t-il. »

Nouvelle Zélande : [Le nouveau Premier Ministre, Bill English, affiche un bilan inquiétant en matière de services publics et de privatisation](#). « Lorsqu'il était Ministre des Finances, ... Bill English était responsable de huit budgets qui ont largement sous-financé la santé et l'éducation, réduit les droits aux prestations sociales et augmenté les taxes sur les biens et les services tout en réduisant les taxes pour les corporations et les populations riches. Il a également supervisé la privatisation partielle de compagnies électriques et défini le programme du gouvernement visant à vendre des milliers de logements appartenant à l'état. »

Allan Johnson souligne le [rôle de certaines ONG ayant favorisé la privatisation de logements publics](#). « L'exemple le plus parlant de cette complicité réside dans la vente de toutes les unités de logements publics de Tauranga à Accessible Properties, filiale d'IHC. Cet accord concerne 1140 unités. Il entrera en vigueur le 1er avril 2017. Les montants de l'accord, des remises et concessions appliquées n'ont pas encore été publiés. On sait toutefois qu'ils sont importants. Il semble également que des investisseurs privés soient impliqués dans l'accord Tauranga, **ce qui laisse à penser qu'il s'agit d'une privatisation déguisée.** »

Nouvelle Zélande : Un [ministre ayant féroce ment défendu une prison privée fait face à de lourdes conséquences politiques](#). « En fait, c'est bien pire. Quelques jours après ce discours, l'administration pénitentiaire s'est interposée pour reprendre la gestion de la prison. En décembre, **Serco** avait perdu le contrat de gestion de Mt Eden. Et Lotu-liga était limogé de son

poste de ministre. Pour Serco et Lotu-liga, ce fut une défaite cinglante, **après des mois de tourments et déclarations sur Mt Eden au Parlement et dans les médias. Mais le scandale masquait-il des problèmes plus importants dans le système carcéral ?** »

Nouvelle Zélande : [Le Health Sector Workers Network \(HSWN\) soutient les ambulanciers de First Union](#), qui ont vu leurs salaires amputés de 10 % pour avoir refusé de porter leurs uniformes au cours d'une grève. Kieran Monaghan, infirmière diplômée et membre du HSWN a déclaré : « cet événement souligne l'importance du sous-financement de nos services de santé dans ce pays. On constate aujourd'hui les nombreuses conséquences néfastes sur la santé de ces structures de financement restrictif. **Parmi elles, on compte la réduction de la mise à disposition raisonnable de services du fait de la privatisation**, une crise dans la prise en charge des troubles psychologiques suite à l'intervention de Primary Care to Crisis, l'insuffisance de la prévention et la promotion de la santé, qui passe par des logements salubres jusqu'à l'abandon des initiatives de santé à l'échelle des quartiers. Certains rapports placent le budget santé presque 1,85 milliard de dollars en deçà de ce qu'il devrait être...voilà la réalité. Et si cela ne suffisait pas, on peut ajouter les nouvelles capacités juridiques sur lesquelles les employeurs peuvent s'appuyer pour empêcher les travailleurs de s'organiser afin d'obtenir de meilleures conditions de travail.

Thaïlande : Le Ministère des Finances [a proposé que les compagnies d'assurance puissent reprendre le rôle du gouvernement](#) et fournir une couverture santé aux responsables publics et à leurs familles, ce qui suscite l'inquiétude. « Les populations et les praticiens de santé ne semblent toutefois pas très enthousiastes à cette idée. **Les tentatives de privatisation sont souvent sujettes à caution. Celle-ci concerne les services de santé. Elle implique donc une dimension de vie ou de mort pour la population et une somme importante d'argent public. Elle doit donc être étudiée avec la plus grande attention.** » Le Bangkok Post estime que le mouvement du gouvernement n'est pas adapté : « Les services de santé de ce pays doivent être totalement réorganisés. C'est pourquoi la proposition du Ministère des Finances, de demander aux compagnies d'assurance privées de gérer ce programme pour les fonctionnaires n'est qu'un effort isolé et ne règlera probablement pas le problème de fond. »

Thaïlande : L'Economist Intelligence Unit rapporte : « les conflits de travail sont relativement rares, mais **les syndicats s'opposent fermement à toute tentative de privatisation.** » [EIU ViewsWire, 8 décembre 2016]

Vietnam : La Banque Mondiale encourage la privatisation. « Ousmane Dione, [directeur de la Banque Mondiale au Vietnam], a déclaré qu'avec d'autres représentants de la Banque Mondiale, il poursuivrait la discussion avec les ministères et secteurs industriels au Vietnam sur les sujets relatifs aux enjeux des représentants juridiques pour le compte de l'état dans certaines entreprises, **la privatisation des entreprises appartenant à l'état. Il transmettra les propositions détaillées au gouvernement vietnamien.** Pour sa part, Hue (DPM) a affirmé que les représentants des ministères et différents secteurs **avaient participé à plusieurs sessions de travail avec M. Dione et d'autres hauts fonctionnaires de la Banque Mondiale pour échanger sur le programme de rénovation des entreprises publiques envisagé par le gouvernement.** » [Vietnam News Brief Service, 14 décembre 2016]

Vietnam : **Le gouvernement progresse avec son programme de privatisation.** Il a émis une liste de 137 entreprises publiques qu'il envisage de privatiser, en partie ou en totalité, entre 2016 et 2020. Y figure notamment le **Groupe des postes et télécommunications du Vietnam.** [Asia Wall Street Journal, 10 janvier 2017]. Toutefois, les universitaires Trien Vinh Le et Kris Hartley signalent que [la privatisation « agite le spectre de la récupération populiste et de l'instabilité politique, deux tendances très actuelles dans le monde.](#) »

Vietnam/Japon : [La campagne de privatisation du gouvernement ouvre la voie aux entreprises privées et à but lucratif du Japon dans le secteur de la santé et des soins aux personnes âgées.](#) « **Les représentants des syndicats japonais ont soulevé deux problèmes** : le taux de chômage élevé chez les étudiants vietnamiens au retour de leur formation au Japon, et la violation des réglementations commerciales japonaises par les travailleurs vietnamiens. Le Premier Ministre vietnamien Dung a répondu à cela que son pays travaillait à des solutions, soulignant que son gouvernement envisageait de maintenir le dialogue avec 277 entreprises spécialisées dans le placement de travailleurs à l'étranger afin de comprendre les difficultés rencontrées à la fois par les entreprises et les travailleurs, et pour y trouver des solutions adaptées. »

Interamériques

Argentine : Le Financial Times affirme que la loi sur le « partenariat public-privé » du président Macri « [permettra de restaurer la confiance dans la protection juridique en Argentine](#). » Le journal précise que la loi « garantit plus de transparence dans le processus d'étude des offres concernant les projets d'infrastructure, **une indemnisation en cas d'annulation de contrat par le gouvernement, et l'accès aux tribunaux d'arbitrage des différends relatifs aux investissements dans les cours internationales, pour chaque contrat**. La loi vise également une plus grande transparence et responsabilité. Pour cela, elle envisage la création d'un bureau national d'audit chargé de la vérification des contrats, ainsi qu'une unité de partenariat public-privé au sein du gouvernement afin de promouvoir la transparence et l'implication du public. » Le secteur juridique [encourage également les PPP \(Partenariats public-privé\)](#).

Brésil : Cedae, entreprise de distribution et traitement de l'eau, sera privatisée mais pas fédéralisée. « Le gouvernement de Rio de Janeiro s'engage auprès des syndicats, sous couvert de l'accord actuellement en cours de négociation, [à privatiser l'entreprise et à utiliser les bénéfices pour modérer la crise de l'état](#). La vente de Cedae sera menée par la Banque de Développement du Brésil (BNDES) Le gouvernement d'état estime que cet accord peut générer 5 milliards de Reals. La privatisation est l'une des contreparties exigées par le gouvernement fédéral dans le processus de relance budgétaire. Mais ce n'est pas la seule. Le Gouverneur Luiz Fernando Pezão a déclaré que la **réduction du nombre d'heures travaillées et des salaires** figurait parmi les propositions visant à soulager les comptes de l'état. Il a cependant admis que **tout dépendrait de l'analyse par la Cour Suprême Fédérale**. [Transcription de Bom Dia Brasil, 12 janvier 2017]

Brésil : Les terribles violences survenues dans la prison de Manaus ont provoqué une dispute quant à la responsabilité de l'entreprise privée qui gère la prison. « Suite à l'incident, Umanizzare a publié une déclaration dans Folha, mercredi. Elle y précise que les fonctions de direction, de gestion et de discipline dans les prisons, ainsi que les activités relevant des forces de l'ordre sont toujours attribuées aux pouvoirs publics dans le modèle de cogestion adopté. **'La loi est très claire et ne laisse pas de place au doute. Le contrôle des rébellions reste l'exclusive prérogative des pouvoirs publics.'**

La déclaration souligne également le fait que les représentants ne sont pas autorisés à porter une arme, 'pas même une matraque'. Jeudi, **le Ministre de la Justice, Alexandre de Moraes, a rendu Umanizzare responsable des décès survenus lors de l'incident et souligné que la responsabilité 'immédiate' et 'évidente' incombait à l'entreprise. 'La responsabilité sera étudiée par le groupe de travail chargé de l'enquête, mais la prison étant gérée par une entité extérieure, il est évident que l'entreprise était en tort**. Les couteaux et les armes à feu ne devraient pas être autorisés dans l'enceinte de la prison', précise Moraes. 'L'entreprise affectée à la sécurité était directement responsable et chargée de vérifier l'entrée des armes,' ajoute-t-il. » [BBC Monitoring Americas, 12 janvier 2017]. Selon le New York Times, « [un rapport émis par plusieurs procureurs](#) en date du 4 janvier, **demandait à ce que les contrats privés de gestion de la prison soient résiliés en raison d'un 'manque de contrôle de la sécurité et une gestion inefficace.'** »

Brésil/États-Unis : [Donald Trump et Michel Temer s'entretiennent alors que les offres relatives aux infrastructures et à l'eau se dessinent](#). « Par ailleurs, au début du mois de décembre, les représentants du gouvernement des deux pays se sont rencontrés pour discuter des moyens d'**encourager davantage d'entreprises américaines à prendre part aux concessions d'infrastructures à venir au Brésil...**Des concessions sont programmées au Brésil pour les **aéroports, les autoroutes, les voies ferrées, les terminaux portuaires, les gisements pétroliers, les travaux publics dans le domaine de l'énergie électrique, de l'accès fondamental à l'eau et au traitement de l'eau** dans le cadre du programme Crescer du gouvernement fédéral. »

Canada : La Contrôleur général de l'Ontario, Bonnie Lysyk publie un nouveau rapport qui [accable une fois encore la privatisation dans la faillite de la province](#). Warren (Smokey) Thomas, président du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO/NUPGE), déclare : « un consultant coûte en moyenne 40 000\$ de plus qu'un employé en informatique du gouvernement à plein temps. Si le gouvernement employait seulement 10 personnes à plein temps pour l'informatique, **nous aurions presque un demi-million de dollars supplémentaire à dépenser pour les services publics qui en ont grandement besoin.** »

Canada : Le Syndicat national des employés et employés généraux du secteur public (NUPGE) a publié un rapport sur la privatisation et les menaces qui planent sur la fonction publique – [Nouvelles formes de privatisation](#). Si la

perspective de privatisation change, les motivations restent les mêmes. « La privatisation cherche toujours à aider de riches sociétés ou individus à générer des bénéfices aux frais de l'état, » [déclare Larry Brown, président du NUPGE.](#)

Canada : [SaveOurWater.CA et Wellington Water Watchers accusent Nestlé Waters Canada](#) et la municipalité de Wellington Centre de **s'être secrètement entendus sur la privatisation de l'eau**, un « programme qui mettra en péril la distribution de l'eau à l'échelle locale. » Le Conseil des Canadiens a exhorté la province à déposséder Nestlé de la propriété du puits pour l'offrir à la municipalité locale.

Mexique : Les employés à l'entretien manifestent devant l'ancien siège du sénat de la république, où l'assemblée constituante se réunit, [afin de protester contre toute intention de privatiser ce service.](#) « Des centaines de travailleurs du secteur public du District fédéral mexicain (SUTGDG) se sont réunis sur la Plaza Tolsá, équipés de couvertures et banderoles, afin d'exprimer leur opposition à l'utilisation de capitaux privés pour la collecte des déchets urbains solides. Des dizaines de camions à ordures étaient garés des deux côtés d'Hidalgo Avenue. Le député PRD Juan Ayala est sorti pour parler avec les manifestants et **leur a assuré qu'ils n'autoriseraient pas la privatisation de ce service dans la ville de Mexico.** »

Mexique : Le groupe parlementaire de l'Assemblée constituante, MORENA (Movimiento de Regeneración Nacional), [s'oppose à la privatisation du service de distribution d'eau de la ville de Mexico.](#) « [Clara Brugada] a sommé les groupes parlementaires PRI et PAN de l'Assemblée constituante 'd'honorer leur promesse et de respecter ce qui a été établi par la Grande Charte, qui stipule que l'eau ne sera pas privatisée.' »

Mexique : La constitution de la ville de Mexico, qui fait actuellement l'objet de discussions et d'une ébauche, « [doit privilégier l'eau en tant que bien public, social et culturel, essentiel à la vie, et insister sur le fait que sa gestion est publique ou communautaire, et interdit toutes les formes de privatisation,](#) » déclare le député fédéral PRD, Fernando Rubio Quiroz.

Europe

Croatie : L'opposition grandit contre [la privatisation partielle de la société d'électricité croate](#) (HEP). Peđa Grbin, responsable du SDP, a déclaré que son parti ne pouvait accepter l'idée du gouvernement de **partiellement privatiser HEP « dans le but d'acheter la part de MOL dans la compagnie pétrolière INA ».**

France : [Le Financial Times déclare : l'attaque des services de santé publique qu'envisageait François Fillon « serait la réforme de trop ».](#) « M. Fillon a insisté sur le fait que s'il était élu, la réforme de la sécurité sociale ne serait pas sa priorité. Mais l'idée même d'un profond changement a provoqué **un tollé et écorné sa cote de popularité.** L'Obs, journal de gauche, a publié sa une représentant l'homme politique portant un masque stérile avec comme accroche : 'Le chirurgien Fillon veut amputer l'assurance maladie.' Marine Le Pen, leader du Front National, parti d'extrême droite, et principale adversaire, l'a vivement critiqué, tout comme, et c'est bien pire, certains hauts responsables du camp même de M. Fillon. **Il a rapidement fait machine arrière, supprimant les propositions de son site de campagne et fait la promesse de ne jamais 'privatiser' la Sécu.** » François Fillon a également [promis de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires d'ici 5 ans.](#)

France/Allemagne : [À droite, les divisions se dessinent quant à la politique économique et sociale.](#) « Le parti de Marine Le Pen revendique une ligne politique protectionniste, tandis que l'AfD, également anti-Euro, affiche un penchant pour le libéralisme économique. **Le parti allemand soutient la privatisation de certains services publics et perçoit les marchés concurrentiels comme 'préférables à l'intervention de l'état.'** Les dissidents ont accusé [Frauke] Petry de ne pas avoir attendu que les hauts dirigeants du parti aient exprimé leur avis sur le meeting avant d'annoncer publiquement son intention de se joindre au parti FN de Marine Le Pen pour un meeting ».

Irlande : Le Parlement national (Oireachtas) a été informé des résultats d'une commission d'experts chargée d'étudier les charges : « **la crainte de la privatisation des services de distribution de l'eau est la question la plus fréquemment soulevée** ». Kevin Duffy, président de la commission d'experts, [a fait part des recommandations de son groupe.](#) » Il déclare : « parmi les opposants à la redevance sur l'eau et au système de compteur, nombreux sont ceux qui ont **concentré leurs**

revendications sur ce qu'ils estiment être une marchandisation de l'eau et les possibles conséquences sur la vente éventuelle du service des eaux. »

Malte : Le Ministre de la Santé, Chris Fearn, a demandé au Comité des comptes publics d'inviter le contrôleur général à [examiner les contrats signés entre Vitals Healthcare et le gouvernement pour la gestion de l'hôpital de Gozo](#). « Dans une déclaration, le parti nationaliste a annoncé qu'après avoir refusé pendant des mois de publier les contrats signés lors de la privatisation des trois hôpitaux, le gouvernement vient de signaler qu'ils seraient examinés par le contrôleur général. Ce n'est pas parce qu'il croit en l'examen de ces contrats, mais plutôt parce qu'il sait qu'**une telle enquête ne pourra être terminée avant les élections**, précise le PN. C'est une tâche importante à laquelle s'attèle le contrôleur général, et il ne pourra terminer l'enquête à temps. (...) Le PN, **l'Ordre des médecins de Malte et l'UHM Voice of the Workers** réclament depuis longtemps la publication de ces contrats.

Portugal : La FSESP salue la décision des [autorités locales de Mafra de remunicipaliser les services de distribution de l'eau](#). Mafra avait été la première municipalité portugaise à privatiser ses services de distribution de l'eau, il y a de cela 22 ans. Ce revirement politique est donc un événement important. La municipalité a mis fin à son accord avec Be Water lorsque l'opérateur privé a tenté d'augmenter ses tarifs de 30 %. Les autorités ont estimé que cette attitude était inacceptable.

Roumanie : Le gouvernement social-démocrate apporte un vent de renouveau. « Avec un gouvernement PSD **susceptible de réévaluer les plans de privatisation en Roumanie, les tentatives de privatisation risquent d'être bloquées en 2017.** » [IHS Global Insight Daily Analysis, 15 décembre 2016]

Slovénie : La Banque de Slovénie a exhorté le gouvernement à poursuivre ses réformes structurelles, notamment réduire les formalités administratives et [valoriser la privatisation](#). « La banque centrale a indiqué qu'une réforme de l'administration publique était nécessaire pour attirer davantage les investisseurs étrangers. L'augmentation des investissements dans la recherche et le développement permettrait d'améliorer la productivité. **Elle a également appelé à davantage de privatisation et encouragé les entreprises publiques à améliorer leur gestion.** La Slovénie s'est montrée réticente à la vente des grandes entreprises et banques publiques. Le gouvernement contrôle encore environ 50 % de l'économie. »

Slovénie : En novembre dernier, l'Assemblée Nationale de Slovénie a adopté un [amendement à sa Constitution afin d'intégrer un nouvel article reconnaissant l'accès à l'eau comme un droit humain](#). Cet amendement affirme que l'eau doit être traitée comme un bien public géré par l'état, et non comme une marchandise, et que l'eau potable doit être distribuée par le secteur public ou sur une base non lucrative.

Royaume-Uni : [Les essais de privatisations se sont avérés un véritable désastre à Londres](#), et le maire Sadiq Khan invite la ville à jouer à nouveau son rôle de superviseur. « Un organisme de surveillance a signalé le fait que **la population se trouve mise en danger par des probations ratées 'inacceptables' dans la capitale.** L'inspecteur en chef de la probation, Dame Glenys Stacey, a déclaré que les '**mauvaises performances**' de l'entreprise **London Community Rehabilitation, prestataire privé chargé de la plupart des travaux de probation dans Londres, avaient entraîné un vide dans la surveillance de certains délinquants pendant des mois.** D'autres 'se sont noyés dans le système', ce qui fait que les Londoniens sont plus exposés à des risques de préjudice.' À cela, le maire a déclaré que **la décision du gouvernement l'an dernier de privatiser la majeure partie des travaux de probation avait eu l'inverse de l'effet escompté** : 'Le rapport actuel est profondément inquiétant. Il révèle que le service de probation de Londres ne fonctionne pas, et les Londoniens font face à un plus grand danger suite à **l'agitation provoquée par la privatisation.**' »

Royaume-Uni : Le National Health Service (service national de santé) est confronté à « [la pire crise de son histoire et s'approche du point de rupture](#), » déclare Mona Kamal, médecin assistant, dans le Huffington Post. « Il s'agit d'une crise totalement fabriquée résultant d'un plan continu de coupes budgétaires qui a fait reculer le financement du système de santé au Royaume-Uni loin derrière d'autres pays industrialisés. Outre ces coupes, on observe **un degré sans précédent d'implication du secteur privé.** Au cours des 6 dernières années, **les acteurs de santé privés ont doublé leur part de contrats NHS. Ils avancent une forte demande tout en introduisant le gaspillage et l'inefficacité des marchés dans notre système de santé, et en rognant la philosophie du service public.** » Lors d'une réunion avec les fonctionnaires de

la santé, un responsable d'hôpital a évoqué la crise et expliqué qu'ils « avaient reçu des instructions selon lesquelles [Theresa May, Première Ministre, ne souhaitait pas que ces points soient dévoilés.](#) »

Royaume-Uni : [Le sort de la Green Infrastructure Bank](#) (ou [Fannie Mae et Freddie Mac aux États-Unis](#)) devrait-il inquiéter les défenseurs des banques spécialisées dans les infrastructures, qui insistent sur le fait que ce type de banque servira toujours l'intérêt public ? « Le gouvernement s'est convaincu discrètement que seule la vente d'une part importante de la GIB (ou la totalité) pourrait régler le problème. Mais ne vous inquiétez pas, dans un document politique publié en mars dernier, le gouvernement a ajouté que les autres objectifs seraient rentables pour le public et insisté sur le fait que le nouveau propriétaire serait tenu d'honorer la mission de GIB. En conséquence, **la vente de GIB à la banque australienne Macquarie devrait être annoncée d'ici la fin du mois. Nous avons des raisons de nous inquiéter. Et ce pas uniquement parce que la rumeur veut que Macquarie rassemble des acheteurs pour les projets de GIB visant à dilapider les actifs.** Les investissements n'ont pas à être maintenus indéfiniment, bien sûr, et il arrive que GIB en vende. Mais notre inquiétude s'appuie sur des faits plus subtils et plus graves : **Macquarie peut-elle être forcée à recycler les produits des cessions pour créer des infrastructures renouvelables dans le style de GIB au Royaume-Uni ? Pour faire court, la réponse est non. Une fois la vente conclue, le gouvernement n'a plus son mot à dire.** » [Voir également, « [Aussies plot to asset-strip Green Bank,](#) » dans le Sunday Times (U.K.) (réservé aux abonnés)]. Macquarie possède de nombreuses parts dans la branche de distribution du gaz de National Grid.

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.